

ATELIERS TYPOGRAPHIQUES DU JOURNAL LE PAYS. On exécute à ces ateliers toute espèce d'ouvrages de ville, tels que livres, pamphlets, etc., avec goût et à des prix modérés.

LE PAYS.

MONTREAL: Mardi, 19 Mai 1863.

Sincérité du Grand Parti.

Nous avons déjà souvent accusé M. Cartier et ses amis de n'être pas sincères sur la question de la représentation basée sur la population. Nos accusations étaient fondées surtout sur ce qu'étaient, il y a quelques années, maître de la situation; ayant des collègues qui venaient contre le parti libéral haut-canadien sur cette question, il était infiniment facile à M. Cartier, s'il eût été sincère alors, d'empêcher la portion haut-canadienne de son ministère d'en faire une question ouverte.

Remarquons que c'est dans le ministère McDonald-Cartier que s'est formée cette section du parti conservateur haut-canadien qui s'est jointe au parti libéral sur cette question. C'est de l'entree de M. Sidney Smith dans le ministère que date l'ère de la question ouverte.

Eh bien M. Cartier lui-même oserait-il dire, quand M. Scitote et Dorion ont forcé les libéraux haut-canadiens d'abandonner en tant que ministres l'agitation de cette question, qu'il ne pouvait pas forcer ses amis conservateurs, qui avaient toujours opposé le parti libéral sur cette même question, de renoncer, au moins en tant que ministres, à son agitation?

En bien M. Cartier lui-même oserait-il dire, quand M. Scitote et Dorion ont forcé les libéraux haut-canadiens d'abandonner en tant que ministres l'agitation de cette question, qu'il ne pouvait pas forcer ses amis conservateurs, qui avaient toujours opposé le parti libéral sur cette même question, de renoncer, au moins en tant que ministres, à son agitation?

La difficulté d'en faire une question ouverte ne pouvait clairement exister que vis-à-vis du parti qui avait toujours réclamé cette modification dans nos rapports inter-provinciaux; nullement vis-à-vis de ceux qui l'avaient toujours combattue.

En 56 M. Cartier se trouvait allié à MM. J. A. McDonald, Cayley, Spence, Ross, Smith, (l'ex-Orateur) et Morrison. Ces Messieurs votèrent unanimement contre la représentation basée sur la population. La question était donc close de fait sinon de droit. Le parti conservateur ayant alors le pouvoir, et se rangeant avec nous sur cette question, il est indéniable qu'un ami sincère et vigilant du Bas-Canada pouvait maintenir sa position au moins tant que le parti conservateur resterait au pouvoir.

En 57 M. M. Cayley, Spence et Morrison furent battus, M. Cayley seul put être réélu à Renfrew. On remplaça M. Spence par M. Vankoughnet, conservateur opposé au renouveau de la représentation, et M. Morrison par M. Sidney Smith, libéral transfuge que l'on achetait et qui, faisant alors une volte-face complète comme homme de parti, abandonnant, pour entrer au ministère, tous ses principes et tous ses antécédents, n'était évidemment pas l'homme qui eût tenu mordicus des principes sur la représentation qui n'étaient pas plus enracinés dans son cœur que les autres qu'il en déracinait si facilement.

S'il s'était agi d'un homme puissant par sa position personnelle et son influence, on comprend qu'il eût pu être difficile de lui demander l'abandon d'un principe; mais quand il s'agit d'un homme plus méprisé encore de ceux auxquels il se joignait que de ceux qu'il venait de laisser, il est par trop absurde de prétendre que les susceptibilités de conscience politiques d'un homme qui n'en a jamais eu dussent être respectées. Les cinq collègues de M. Sidney Smith étant tous formellement prononcés sur cette question, et cela dans notre sens, M. Cartier n'avait qu'un mot à dire pour forcer M. Smith à souscrire à cette condition comme à toutes les autres. Or ce mot, M. Cartier ne le dit pas, et le premier coin fut ainsi introduit dans la fissure. Cette trahison de M. Cartier fit comprendre que l'on n'avait qu'à vouloir pour le faire céder, et M. Sherwood suivit l'exemple de M. Smith, puis M. Robinson, puis M. Carling, puis M. Patton, le tout avec le plein consentement de M. Cartier.

Que les amis de celui-ci disent donc ce qu'ils voudront, c'est M. Cartier qui a le premier consenti, alors qu'il était maître de la situation par le fait que tous ses collègues haut-canadiens venaient avec lui, à laisser ouvrir une question pleine de dangers pour le Bas-Canada.

Voilà comment M. Scitote trouva la situation quand M. Cartier fut battu sur son atrocité bill de milice.

Tout le monde comprendra que sur des questions de cette nature, le terrain déjà cédé par une partie est invariablement regardé comme conquis par la partie adverse. Les libéraux du Haut-Canada ne manquèrent pas de se prévaloir de la cession de terrain faite par M. Cartier et de prétendre que la question de la représentation devait rester question ouverte.

Voilà quelle fut la plus grande difficulté dans la formation de l'administration McDonald-Scitote. Les libéraux haut-canadiens ne voulaient pas perdre avec M. Scitote le terrain gagné avec M. Cartier.

Néanmoins la fermeté de M. Scitote, aidé du premier ministre, valut au Bas-Canada la ré-coaction du principe de l'égalité sectionnelle que M. Cartier avait commis l'étourderie de laisser évanouir.

Le Bas-Canada était donc sûr de dormir tranquille pendant toute la durée du parlement élu en 61, et il avait reconquis la position dont des hommes de cœur ne l'eussent pas fait déchoir.

Cependant aujourd'hui la même position? Non, inconspiciblement. Pourquoi? Nécessairement parce que, la majorité de la Chambre a déclaré, par le vote de non-confiance, que le programme de l'administration McDonald-

Scitote devait être mis de côté. Or quel était la partie fondamentale, essentielle de ce programme? Précisément la ré-coaction du principe de l'égalité sectionnelle. C'est donc le Bas-Canada, représenté, il est vrai, par des traités, qui a réclamé de fait, la réouverture de la question la plus pleine de dangers pour lui.

Voilà le service que le grand parti des Bas-Canadiens a rendu au Bas-Canada. Cela prouve tout simplement qu'en politique, quand on a été pillard, c'est parce qu'on est traître dans son cœur. Une malhonnêteté en produit nécessairement une autre.

Et remarquons bien cette anomalie. C'est la majorité haut-canadienne, intéressée, sur la question de la représentation, à rejeter le programme du ministre McDonald-Scitote, qui vote confiance dans ce même ministre; et c'est la majorité bas-canadienne, si profondément intéressée à défendre à tout prix ce même programme, qui veut faire tomber précisément le ministre qui a en tout à la fois l'énergie et l'habileté de le faire avancementement la position du Bas-Canada.

Les libéraux du Haut-Canada sont plus libéraux envers le Bas-Canada que ne le sont les Tories canadiens-français du Bas-Canada! Est-ce que ces rapprochements ne feront pas faire quelques réflexions aux partisans de M. Cartier qui restent néanmoins amis de leur section?

Est-ce que ce parti fera obstinément les yeux sur la fuite si claire que M. Cartier a commise en laissant réouvrir, sous les circonstances les plus défavorables pour nous, une question que M. Scitote a pu faire redevenir close sous les circonstances les plus défavorables? Est-ce que l'attachement à un homme, que cette fuite lui seule en rend indigne, fit-elle involontaire, car le Bas-Canada n'en souffre pas moins, ne cédera pas devant l'évidence des faits, devant la réalité malheureuse de la situation?

Mais, va sans doute nous dire finement le grand parti, par son intelligent organe la Minerve, M. Dorion va faire, dit-on, une question ouverte de la représentation.

A cela nous répondons.

Cinq ministres haut-canadiens ont compromis leur avenir, leur réélection, ont mécontenté leur section et leurs comités pour faire une concession légitime mais impopulaire chez eux au Bas-Canada; et le résultat de cette concession de leur part a été, de la part de trente membres canadiens-français, et de sept bas-canadiens anglais seulement, l'occasion d'une condamnation par la partie même en faveur de laquelle la concession avait été faite. C'est la majorité bas-canadienne-française qui a repoussé une concession faite en sa faveur et qui a exigé de fait que la représentation redevint question libre!!

Est-ce à ceux qui ont fait ce mouvement de recul à réclamer aujourd'hui la considération d'un principe qu'ils ont abandonné? Est-ce à ceux qui ont voté non-confiance à reprocher aujourd'hui à M. Dorion de ne pas pouvoir reprendre la position que leur vote imbecille a fait perdre au Bas-Canada? Y a-t-il un seul haut-canadien qui puisse aujourd'hui s'exposer à se voir repousser encore par ceux en faveur desquels il le fait une concession? Croit-on qu'on puisse trouver un seul haut-canadien qui nous offre de nouveau une concession, ou si l'on veut, une reconnaissance de droit que la majorité bas-canadienne a rejetée?

M. Cartier nous avait laissé perdre une position avantageuse; M. Scitote l'a reconquise; M. Cartier et ceux qui ont voté avec lui, nous l'ont fait reprendre encore... eh bien maintenant elle est perdue pour toujours, et ceux qui nous l'ont fait perdre, ceux qui ont réouvert de la force au Haut-Canada, ce sont les traités qui ne voulaient rien examiner, rien comprendre, rien entendre, et qui sonda à toute autre condition que leur ambition personnelle, sourds à tout autre instinct que celui du pillage, ne tendaient qu'à se débarrasser, d'un prix de la trahison des plus chers intérêts de leur section, du ministère qui les empêchait de vivre à même le coffre public.

Le Ministère.

Le nouveau ministère a été assermenté samedi matin. Son personnel actuel est comme suit:

- Procureur-Général du Haut-Canada et premier ministre L'Hon. J. S. MACDONALD
Procureur-Général L'Hon. A. A. DORION
Président du Conseil L'Hon. F. THIBODEAU
Inspecteur-Général L'Hon. H. HOLTOS
Receveur-Général L'Hon. A. HOWLAND
Commissaire des terres L'Hon. J. McDOUGALL
Maître-Général des Postes L'Hon. O. MOWAT
Secrétaire Provincial L'Hon. FERGUSSON BLAIR
Ministre d'Agriculture L'Hon. L. LÉVELLIER de St-Just
Soliciteur-Général H. O. WALLBRIDGE

Les charges de commissaire des travaux-publics et de Soliciteur-Général B. C. ne seront remplies que sous quelques jours.

Ce ministère est fort par son personnel et surtout par les principes qu'il représente. Ces principes sont d'abord l'économie des deniers publics; la réduction sérieuse des dépenses; la cessation de l'atrocité système de faire des octrois d'argent sans autorisation de la législature; la cessation de cet autre système de détourner les revenus publics sur la seule responsabilité d'un ministre; la protection de tous les intérêts locaux, et de tous les droits légitimes; le retour à une politique financière rationnelle et sage; l'abstention de toute entreprise nouvelle qui puisse augmenter les fardeaux actuels du pays.

L'avènement de M. Dorion aux affaires démontre que la malheureuse question du chemin de fer intercolonial, qui a fait tant de mal au Ministère McDonald-Scitote, est définitivement abandonnée.

Nous regrettons de ne pas avoir dans le ministère M. Scitote et Tessier,

dont la respectabilité personnelle et la sincérité comme hommes publics feraient de eux deux illustres évêques coïncider d'opinion sur un sujet si important.

Le clergé de cette ville a aussi fait, dimanche dernier, des recommandations ordinaires aux citoyens de se conduire honorablement, avant tout, d'être honnêtes, les querelles, et surtout de ne pas permettre qu'on fût méprisé pour conscience et leur honneur en permettant qu'on excorât la-avis d'eux la corruption électorale.

Ces recommandations ont trop d'actualité et trop d'actualité pour que nous n'y souscrivions point de tout cœur.

La nomination pour la division Rigaud a eu lieu hier. A la levée des mains, les deux partis étaient si également divisés, que l'officier-rapporteur, M. Bastien, mit une vingtaine de minutes à décider de quel côté était la majorité, qu'il finit par donner à M. Prudhomme.

La vision étant si égale, les amis de Dr. Valois doivent comprendre qu'avec des efforts suffisants de leur part, la lutte n'est guère douteuse, car la masse des partisans du Dr. se trouve plus éloignée que ceux de M. Prudhomme.

Nouvelles Etrangères. ETATS-UNIS.

Nous sommes aujourd'hui sans nouvelles de l'armée du Potomac. Le télégraphe se contente d'annoncer, dit le Messenger Franco Américain, que le général Hooker, ainsi que plusieurs officiers sous ses ordres, se trouvaient le 15 mai à Washington, et rien ne fait pressentir le moment du moins, un mouvement de l'armée.

Le général Hooker, à la suite d'une entrevue avec le président, est allé reprendre le commandement de l'armée du Potomac.

Suivant une dépêche de Washington publiée par l'Evening Post, les généraux Halleck et Hooker sont loin d'être en bonne intelligence, et il serait certain que le passage du Rappahannock ordonné ces jours derniers par le commandant en chef de l'armée du Potomac n'a pas eu lieu par suite de l'opposition du général Halleck.

La dépêche en question ajoute que plusieurs sénateurs et représentants ont protesté contre le dessein, vrai ou supposé, de M. Halleck de se mettre à la tête des troupes fédérales en remplacement de Hooker, et on ajoute que le président est lui-même opposé au projet du général Halleck.

Le général de Richmond annonce, ce que le chemin de fer de Fredericksburg est entièrement réparé, et que les communications sont rétablies entre l'armée du général Lee et la capitale confédérée.

MEXIQUE. Les nouvelles du Mexique sont défavorables aux Français; l'expédition, parait-il, marche lentement et est, dit-on, exposée à se voir accabler par les forces mexicaines supérieures en nombre.

CORRESPONDANCE. Adresse aux Comtes du Bas-Canada.

La crise ministérielle que nous venons de subir a été pour les uns une surprise, pour d'autres une occasion de satisfaction ou de déplaisir, et pour tout un état de question sur les conséquences qu'elle pouvait entraîner.

Depuis les hommes qui se précèdent des intérêts publics, guidés par les renseignements de l'économie politique et sociale, voyaient venir cette crise depuis assez longtemps. Ils l'avaient prévue et prédite, selon les lois naturelles qui régissent les sociétés comme les individus.

Cela n'empêche pas que le vote non-confiance au ministère, en avant, le 14, a été douloureux pour nos mandataires canadiens-français, signifie chez eux, égoïsmes et intrigues, rien de plus, rien de moins.

En effet qu'il est approuvé, qu'on lui sanctionne par un vote, en quelques propositions: 1. Le bill de milice de l'hon. J. A. MacDonald qui veut l'armement Forcé dans nos compagnies plus 100,000 ou 150,000 hommes de milice avec pay de dix cents par jour, pour nous.

Ces exigences du bill de M. J. A. MacDonald, proportionnées à la population de la Grande Bretagne, demanderaient qu'elle nous envoyât, au cas de guerre, 800,000 hommes et elle n'en a peut-être pas 500,000 sur pied, dans toutes ses possessions.

La représentation basée sur la population, c'est-à-dire la prépondérance du Haut-Canada au bas, pour une période plus ou moins longue, avec une dizaine de représentants de plus que nous dans la chambre basse!

Une insulte, un soufflet à la majorité haut-canadienne libérale qui a accepté la loi des élections, pour nous, a été le résultat de l'enseignement pour les catholiques du Haut-Canada, comme les protestants l'ont toujours été dans cette partie de la province.

On nous a donc leur engagement et leur appui au parti tiers de l'Angleterre et de ce pays surtout, qui tous deux, semblent vouloir nous entraîner, coûte que coûte, dans une guerre avec les Etats-Unis. Nous en avons la preuve dans le ton, plus que malveillant de la presse qui représente leurs opinions et leurs desirs, (la Gazette de Montréal et l'Advertiser) depuis le commencement de la guerre américaine.

On nous a donc leur engagement et leur appui au parti tiers de l'Angleterre et de ce pays surtout, qui tous deux, semblent vouloir nous entraîner, coûte que coûte, dans une guerre avec les Etats-Unis. Nous en avons la preuve dans le ton, plus que malveillant de la presse qui représente leurs opinions et leurs desirs, (la Gazette de Montréal et l'Advertiser) depuis le commencement de la guerre américaine.

On nous a donc leur engagement et leur appui au parti tiers de l'Angleterre et de ce pays surtout, qui tous deux, semblent vouloir nous entraîner, coûte que coûte, dans une guerre avec les Etats-Unis. Nous en avons la preuve dans le ton, plus que malveillant de la presse qui représente leurs opinions et leurs desirs, (la Gazette de Montréal et l'Advertiser) depuis le commencement de la guerre américaine.

On nous a donc leur engagement et leur appui au parti tiers de l'Angleterre et de ce pays surtout, qui tous deux, semblent vouloir nous entraîner, coûte que coûte, dans une guerre avec les Etats-Unis. Nous en avons la preuve dans le ton, plus que malveillant de la presse qui représente leurs opinions et leurs desirs, (la Gazette de Montréal et l'Advertiser) depuis le commencement de la guerre américaine.

On nous a donc leur engagement et leur appui au parti tiers de l'Angleterre et de ce pays surtout, qui tous deux, semblent vouloir nous entraîner, coûte que coûte, dans une guerre avec les Etats-Unis. Nous en avons la preuve dans le ton, plus que malveillant de la presse qui représente leurs opinions et leurs desirs, (la Gazette de Montréal et l'Advertiser) depuis le commencement de la guerre américaine.

Nous sommes en ne peut plus heureusement de voir deux illustres évêques coïncider d'opinion sur un sujet si important.

Le clergé de cette ville a aussi fait, dimanche dernier, des recommandations ordinaires aux citoyens de se conduire honorablement, avant tout, d'être honnêtes, les querelles, et surtout de ne pas permettre qu'on fût méprisé pour conscience et leur honneur en permettant qu'on excorât la-avis d'eux la corruption électorale.

Ces recommandations ont trop d'actualité et trop d'actualité pour que nous n'y souscrivions point de tout cœur.

La nomination pour la division Rigaud a eu lieu hier. A la levée des mains, les deux partis étaient si également divisés, que l'officier-rapporteur, M. Bastien, mit une vingtaine de minutes à décider de quel côté était la majorité, qu'il finit par donner à M. Prudhomme.

La vision étant si égale, les amis de Dr. Valois doivent comprendre qu'avec des efforts suffisants de leur part, la lutte n'est guère douteuse, car la masse des partisans du Dr. se trouve plus éloignée que ceux de M. Prudhomme.

Nouvelles Etrangères. ETATS-UNIS.

Nous sommes aujourd'hui sans nouvelles de l'armée du Potomac. Le télégraphe se contente d'annoncer, dit le Messenger Franco Américain, que le général Hooker, ainsi que plusieurs officiers sous ses ordres, se trouvaient le 15 mai à Washington, et rien ne fait pressentir le moment du moins, un mouvement de l'armée.

Le général Hooker, à la suite d'une entrevue avec le président, est allé reprendre le commandement de l'armée du Potomac.

Suivant une dépêche de Washington publiée par l'Evening Post, les généraux Halleck et Hooker sont loin d'être en bonne intelligence, et il serait certain que le passage du Rappahannock ordonné ces jours derniers par le commandant en chef de l'armée du Potomac n'a pas eu lieu par suite de l'opposition du général Halleck.

La dépêche en question ajoute que plusieurs sénateurs et représentants ont protesté contre le dessein, vrai ou supposé, de M. Halleck de se mettre à la tête des troupes fédérales en remplacement de Hooker, et on ajoute que le président est lui-même opposé au projet du général Halleck.

Le général de Richmond annonce, ce que le chemin de fer de Fredericksburg est entièrement réparé, et que les communications sont rétablies entre l'armée du général Lee et la capitale confédérée.

MEXIQUE. Les nouvelles du Mexique sont défavorables aux Français; l'expédition, parait-il, marche lentement et est, dit-on, exposée à se voir accabler par les forces mexicaines supérieures en nombre.

CORRESPONDANCE. Adresse aux Comtes du Bas-Canada.

La crise ministérielle que nous venons de subir a été pour les uns une surprise, pour d'autres une occasion de satisfaction ou de déplaisir, et pour tout un état de question sur les conséquences qu'elle pouvait entraîner.

Depuis les hommes qui se précèdent des intérêts publics, guidés par les renseignements de l'économie politique et sociale, voyaient venir cette crise depuis assez longtemps. Ils l'avaient prévue et prédite, selon les lois naturelles qui régissent les sociétés comme les individus.

Cela n'empêche pas que le vote non-confiance au ministère, en avant, le 14, a été douloureux pour nos mandataires canadiens-français, signifie chez eux, égoïsmes et intrigues, rien de plus, rien de moins.

En effet qu'il est approuvé, qu'on lui sanctionne par un vote, en quelques propositions: 1. Le bill de milice de l'hon. J. A. MacDonald qui veut l'armement Forcé dans nos compagnies plus 100,000 ou 150,000 hommes de milice avec pay de dix cents par jour, pour nous.

Ces exigences du bill de M. J. A. MacDonald, proportionnées à la population de la Grande Bretagne, demanderaient qu'elle nous envoyât, au cas de guerre, 800,000 hommes et elle n'en a peut-être pas 500,000 sur pied, dans toutes ses possessions.

La représentation basée sur la population, c'est-à-dire la prépondérance du Haut-Canada au bas, pour une période plus ou moins longue, avec une dizaine de représentants de plus que nous dans la chambre basse!

Une insulte, un soufflet à la majorité haut-canadienne libérale qui a accepté la loi des élections, pour nous, a été le résultat de l'enseignement pour les catholiques du Haut-Canada, comme les protestants l'ont toujours été dans cette partie de la province.

On nous a donc leur engagement et leur appui au parti tiers de l'Angleterre et de ce pays surtout, qui tous deux, semblent vouloir nous entraîner, coûte que coûte, dans une guerre avec les Etats-Unis. Nous en avons la preuve dans le ton, plus que malveillant de la presse qui représente leurs opinions et leurs desirs, (la Gazette de Montréal et l'Advertiser) depuis le commencement de la guerre américaine.

On nous a donc leur engagement et leur appui au parti tiers de l'Angleterre et de ce pays surtout, qui tous deux, semblent vouloir nous entraîner, coûte que coûte, dans une guerre avec les Etats-Unis. Nous en avons la preuve dans le ton, plus que malveillant de la presse qui représente leurs opinions et leurs desirs, (la Gazette de Montréal et l'Advertiser) depuis le commencement de la guerre américaine.

On nous a donc leur engagement et leur appui au parti tiers de l'Angleterre et de ce pays surtout, qui tous deux, semblent vouloir nous entraîner, coûte que coûte, dans une guerre avec les Etats-Unis. Nous en avons la preuve dans le ton, plus que malveillant de la presse qui représente leurs opinions et leurs desirs, (la Gazette de Montréal et l'Advertiser) depuis le commencement de la guerre américaine.

On nous a donc leur engagement et leur appui au parti tiers de l'Angleterre et de ce pays surtout, qui tous deux, semblent vouloir nous entraîner, coûte que coûte, dans une guerre avec les Etats-Unis. Nous en avons la preuve dans le ton, plus que malveillant de la presse qui représente leurs opinions et leurs desirs, (la Gazette de Montréal et l'Advertiser) depuis le commencement de la guerre américaine.

On nous a donc leur engagement et leur appui au parti tiers de l'Angleterre et de ce pays surtout, qui tous deux, semblent vouloir nous entraîner, coûte que coûte, dans une guerre avec les Etats-Unis. Nous en avons la preuve dans le ton, plus que malveillant de la presse qui représente leurs opinions et leurs desirs, (la Gazette de Montréal et l'Advertiser) depuis le commencement de la guerre américaine.

en théorie et en pratique qu'il n'est pas nécessaire d'être honnête en politique. Depuis bientôt dix ans, ils ont comploté sur les consciences, avarié et alimenté les passions cupides et perversi le sens moral au point que pas un homme de tête et de cœur ne saurait envisager la situation, contempler les plaies gangrénées que l'on a fait inoculer au corps social—au milieu de cette population canadienne-française, si généralement et si franchement honnête, loyale et désintéressée—sans attrister profondément ou frissonner de dégoût.

Electeurs des comités, c'est une tâche pénible que de signaler ceux de nos compatriotes qui ont falli à leur devoir envers vous et tout le pays entier, pour des considérations d'intérêt personnel ou par ignorance. Mais il le faut car vous devez le répéter aux prochaines élections si vous tenez à la conservation de votre nationalité, à l'estime de vos compatriotes d'origine anglaise, ainsi qu'au retour à la moralité publique, dont l'influence est si grande et qui réagit si favorablement sur l'homme, dans sa vie privée.

Nous vous désignons, au premier lieu, ceux de nos représentants qui ont falli à leur mandat après avoir été élus sur le principe du libéralisme: ce sont: MM. Boudreau, Caron, Daoust, DeBoucherville, Gaudet, Mongeais, Pinsonnault, Turbide.

Les autres qui n'ont jamais promis d'être autre chose que des conservateurs par intérêt ou par ignorance de l'histoire de leur patrie et de ce qu'ils lui ont rendu: MM. Beaubien, Blanchet, Brousseau, Cartier, Cauchon, Chapuis, DeCazez, Denis, Desaulniers, Dostaler, J. Dufresne, Fournier, Langevin, Leboisclair, Morin, Poincaré, Robitaille, J. J. Ross, Simard, Taché.

Les chefs d'accusations que nous avons portés contre ces mandataires, ennemis de vos intérêts les plus chers, seront d'être trop vite pour l'avenir, de confier dans le sens droit du peuple, nous le conjurons, pour son honneur et pour son bien de décréter la déchéance de ces mandataires selon les principes du parti libéral, qui a fait de tout temps temps force, qui a conservé et relégué nos institutions et qui restera l'organe de notre progrès social.

Y. X. X. 16 mai 1863.

Ordres du jour POUR L'ASSEMBLEE SPECIALE DU CONSEIL. MERCREDI, 20 mai 1863

Reception des Pétitions. Rapport des Comités. Avis de Motions. Questions posées par des membres. POUR CONSIDERER LES RAPPORTS.

- 1. Des Comités des Chemins et des Finances sur la Pétition de M. John Honey pour le remboursement du montant qu'il a payé pour faire planter des arbres en arrière du Palais de Justice.
2. Des mêmes, sur le prolongement projeté des rues Drummond et Stanley.
3. Des mêmes, sur la proposition de MM. Plunkett et Brady de faire un plan général de la Cité.

- 4. Des mêmes, demandant une allocation pour construire des gradins sur le terrain de l'Oratoire du Champ-de-Mars.
5. Des mêmes, sur le prolongement projeté des rues St. Catherine et Dorchester, Est.
6. Des Comités de l'Aqueduc et des Finances sur la demande de M. Lesage pour augmentation de salaire.

POUR CONSIDERER LES MOTIONS. 1. Du Conseiller Donovan que les Messieurs du Séminaire soient consultés au sujet des conditions auxquelles ils consentiraient à céder une partie du collège pour le convertir en Marché au Foin.

8. De l'Échevin Contant qu'il est expédient de rappeler la 4e section du Règlement No. 280, en vertu de laquelle les propriétaires sont tenus de payer le coût total des égouts qui se feront ci-après.

9. Du même, pour mettre au concours les impressions et annonces de la Corporation.

FAITS DIVERS.

CONCILE PROVINCIAL.—Le concile ecclésiastique des évêques catholiques du Canada a été ouvert hier à la cathédrale française, immédiatement après le service divin. Les prélats qui composent l'auguste assemblée sont NN. SS. les évêques de Tloa, de Montréal, de St-Hyacinthe, de Trois-Rivières, d'Ottawa, de Hamilton, de Kingston, de Sandwich, de Toronto et de St-Boniface. Mgr. l'administrateur de l'archidiocèse de Québec présidait. Les délibérations préliminaires ont eu lieu en langue latine. La cérémonie qui était des plus imposantes n'a fini qu'à une heure et demie. Nous croyons que ce concile ne se fera pas avant dix jours.—Canada du 14.

—On dit que le lieutenant colonel Lyons a visité récemment Toronto, Hamilton, et plusieurs autres localités pour s'assurer si ces places ne seraient pas susceptibles de recevoir une plus forte garnison. On ajoute que le Great Eastern a été préparé pour transporter des troupes en Canada.

—A une assemblée des actionnaires de la Société de construction du District de Montréal tenue le onze mai courant, les Messieurs suivants ont été élus directeurs: J. B. Meilleur, D. E. Papineau, Naz. Villeneuve, J. H. Jobin, C. F. Pruit, B. McNamee, A. Vienne.

Le jour suivant les directeurs se sont réunis et ont choisi pour officiers les messieurs suivants: B. Meilleur Président, D. E. Papineau Vice-Président, P. A. Fauteux Secrétaire-Trésorier, Avoocat, C. F. Papineau Notaire, C. W. Hayden, J. N. Beaudry, D. W. Brunet Auditeurs, et Joseph Delaunay, Benj. Lamontagne, Onéisme Généraux Inspecteurs.

Le steamship Bohémien est arrivé d'Europe jeudi dernier; il a apporté 43 boîtes ou paquets remplis d'habillements pour la milice canadienne.

—Une assemblée de personnes intéressées dans certaines compagnies de Steamboat a été tenue, samedi dernier, pour adopter des mesures à l'effet de soumettre au gouvernement leurs plaintes contre le nouveau droit de péage imposé dernièrement sur les canaux.

TÉLÉGRAPHE TRANSATLANTIQUE.—La chambre de commerce de Philadelphie s'est réunie lundi dernier pour discuter le projet du télégraphe transocéanique. M. Field a tenté de démontrer la possibilité de cette grande œuvre, mais on lui a opposé des objections sérieuses. Nous en citons quelques-unes: Comment prévient-on le danger que court le câble d'être endommagé, coupé même par les rochers aigus et tranchants qui garnissent le fond de l'océan? Comment sera-t-il mis à l'a-

vis de l'atteinte des vers marins qui, on le sait, ont détruit plus d'un câble dans la Méditerranée? De quelle manière le protégera-t-on contre l'électricité qui a détérioré le fil de l'Algérie? Quelles expériences ont été faites pour déterminer les effets de la température de l'océan sur le revêtement extérieur des fils de cuivre? Enfin, la théorie du docteur Faraday n'est-elle pas démontrée, et n'est-on pas certain que le courant électrique est retardé d'abord, et ensuite perdu le long d'un câble excédant une certaine mesure? Et cette difficulté, n'est-elle pas insurmontable? etc.

Il paraîtrait que pendant les dernières années, et jusqu'à 1861, il a été coté au fond des différentes mers environ 11,864 milles de câbles télégraphiques, et de ce nombre trois milles seulement sont en état de fonctionner.

L'utilité d'un télégraphe transocéanique n'est contestée par personne, mais nous ne pouvons que répéter avec la chambre de commerce de Philadelphie: Est-il faisable?

COMPAGNIE DU RICHELIEU.—Les vapeurs de cette compagnie qui font le trajet entre Montréal et Québec ont commencé hier à partir d'ici à 7 heures du soir. Quant au départ des autres steamboats, voir l'annonce que nous publions plus loin.

D'après un retour au parlement anglais, les vaisseaux de guerre cuirassés construits depuis la construction du Warrior ont coûté les sommes suivantes: £373,899 pour le Black Prince; £257,848 pour la Résistance; £252,898 pour la Defence, et £377,373 pour le Warrior.

TROUVÉ.—Le nommé Stearns dont nous avons annoncé dans notre dernier numéro la disparition soudaine de l'Hôtel Dunezana a été découvert dans un hôpital anglais. Atteint d'une maladie dangereuse, il est allé à la pour se faire soigner.

M. Bazinet et Cie, photographes, coin des rues St-Vincent et Notre-Dame, ont, par de grandes améliorations, placé leur atelier sur un pied d'égalité avec les premiers établissements de ce genre que nous ayons à Montréal. Ils ont maintenant des instruments pour prendre des portraits depuis la plus petite dimension jusqu'à la plus grande. Leurs tableaux, pour représenter le lieu que l'on désire occuper dans son portrait, sont du plus grand goût. D'après ces tableaux, le militaire peut sur son portrait se faire représenter au pied d'une tour, d'une forteresse, au milieu d'une batterie de canons, près d'un vaisseau de guerre etc., et l'amant de la belle nature peut, lui, se faire représenter près d'un ruisseau, sur le bord d'une châte, près d'un château placé au milieu d'un charmant paysage etc. M. Bazinet, nous a fait voir des échantillons sortis de son atelier, et nous pouvons certifier qu'ils peuvent satisfaire tous les goûts. Au reste, le Monsieur qu'il s'est adjoint a fait ses preuves dans les premières ateliers de New-York, et il est une garantie de plus que ceux qui désirent avoir de beaux portraits seront servis, à l'atelier de M. Bazinet aussi bien que dans aucun établissement de ce genre à Montréal.

JARDIN BOTANIQUE.—Le comité nommé dans le but de faire circuler une liste de souscription pour le jardin botanique a décidé de former une compagnie avec un capital de \$25,000. Chaque part sera de \$50. Le comité croit que le capital sera bientôt souscrit, vu que plusieurs ont déjà promis leur concours.

PILULES D'HOLOWAY.—L'Indigestion, la fluxion, les affections bilieuses et du foie, la débilité nerveuse et générale sont guéries promptement et radicalement par ces remèdes inestimables. Non-seulement ces pilules font disparaître la maladie, mais elles ont assez d'efficacité et de puissance sur le système pour le rendre à l'avenir exempt de maladie. En vente partout.

MAISONNAIS. En cette ville, le 16 courant, la Dame de M. ARTHUR E. SAUGER, du Bureau de Poste, un fils.

MARIAGE. En cette ville, le 6 courant, par le Rév. M. Prévost, M. L. A. ROBICHAULT, Teneur de Livres, à Belle. EMMA E. PELLETIER, de l'Assomption.

